



## **RAPPORT ANNUEL 2008**

**PROGRAMME D'APPUI EN EXPERTISE A L'ETAT MALIEN (PAEX)  
MLI0401511**

**15 MARS 2008**

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Fiche projet (1 page)</b> .....	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>Situation actuelle en bref (1 page)</b> .....	<b>7</b>
<b>3</b>	<b>Bilan de la planification des activités</b> .....	<b>8</b>
	3.1 <i>Aperçu des activités</i> .....	8
	3.2 <i>Analyse de la planification des activités</i> .....	23
<b>4</b>	<b>Bilan des finances</b> .....	<b>24</b>
	4.1 <i>Aperçu des dépenses par rapport au planning financier</i> .....	24
	4.2 <i>Analyse du planning financier (1 page)</i> .....	27
<b>5</b>	<b>Suivi des indicateurs (max. 3 pages)</b> .....	<b>28</b>
	5.1 <i>Objectif spécifique</i> .....	28
	5.2 <i>Résultats</i> .....	28
	5.3 <i>Évolution des indicateurs (graphique)</i> .....	28
<b>6</b>	<b>Appréciation des critères de suivi</b> .....	<b>29</b>
	6.1 <i>Efficiency</i> .....	29
	6.2 <i>Efficacité</i> .....	29
	6.3 <i>Durabilité</i> .....	29
<b>7</b>	<b>Mesures et recommandations (Max. 2 pages)</b> .....	<b>30</b>
	7.1 <i>Synthèse des critères d'appréciation</i> .....	30
	7.2 <i>Recommandations</i> .....	30
<b>8</b>	<b>Nouveau Planning (année n+1) (Max. 4 pages)</b> .....	<b>31</b>
	8.1 <i>Planning des activités de l'année 2009</i> .....	31
	8.2 <i>Planning financier de l'année 2009</i> .....	36
<b>9</b>	<b>Conclusions</b> .....	<b>39</b>
	9.1 <i>Activités et Finances</i> .....	39
	9.2 <i>Critères de suivi</i> .....	41
	9.2.1 <i>Efficiency</i> .....	41
	9.2.2 <i>Efficacité</i> .....	41
	9.2.3 <i>Durabilité</i> .....	41
	9.3 <i>Avis de la SMCL sur les recommandations</i> .....	41
	9.3.1 <i>Recommandations relatives au planning des activités</i> .....	41
	9.3.2 <i>Recommandations relatives au planning financier</i> .....	41
	9.3.3 <i>Recommandations relatives au Cadre logique</i> .....	41
	9.3.4 <i>Autres recommandations</i> .....	41

<b>10</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>42</b>
	<i>10.1 Aperçu des marchés publics.....</i>	<i>42</i>

## LISTE DES ABREVIATIONS :

ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
APD	Avant Projet Détaillé
AOPP	Association des Organisations Professionnelles Paysannes
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CNOP	Coordination Nationale des Organisations Paysannes
CPS/SDR	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement Rural
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DAF	Direction Administrative et Financière
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNP	Direction Nationale de la Pêche
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNPIA	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales
DNSV	Direction Nationale des Services Vétérinaires
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRGR	Direction Régionale du Génie Rural
DRPIA	Direction Régionale des Productions et des Industries Animales
DRSV	Direction Régionale des Services Vétérinaires
GRM	Gouvernement de la République du Mali
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
MA	Ministère de l'Agriculture
MENOR	Monitoring Externe National Orienté vers les Résultats
MEP	Ministère de l'Elevage et de la Pêche
M Fcfa	Million de Francs Cfa
OP	Organisation Paysanne
PASDR	Plan de passage à l'Approche Sectorielle dans le Développement Rural
PIB	Produit Intérieur Brut
PNISA	Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole
P/P	Projets/Programmes
PTA	Plan Triennal d'Activités
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SE	Suivi Evaluation
SDDR	Schéma Directeur du Développement Rural
SDR	Secteur Développement Rural
UI / US	Unité Informatique / Unité Statistique
UPA	Unité Planification et Analyse
UPSE	Unité Programmation et Suivi Evaluation

# 1 FICHE PROJET (1 PAGE)

## Chronologie et documents

<b>Phase</b>	EXE				
<b>Début projet</b>	29/10/2004	<b>Durée projet</b>	Fin CS	<b>Fin projet</b>	30/06/2011
<b>Début CS</b>	30/06/2004	<b>Durée CS</b>	84 mois	<b>Fin CS</b>	30/06/2011
<b>BUDGET</b>	2.350.000 €				
Janvier 2007	Echanges de lettres pour augmenter le budget du fonds d'expertise à 2.350.000 €				
Décembre 2006	Echanges de lettres pour prolonger la convention spécifique pour une période de 4 ans (jusqu'au 30/06/2011)				
29/10/2004	Signature de la Convention de Mise en Oeuvre				
30/06/2004	Signature de la Convention Spécifique entre la République du Mali et le Royaume de Belgique				

## Description

Ce programme d'appui en expertise à l'Etat malien avec un budget de **2.350.000 d'euros** couvre les financements d'une expertise et d'un appui logistique adéquat auprès des structures administratives de l'Etat malien qui relèvent de l'un des secteurs ou thèmes prioritaires de la coopération au développement belge tels que définis d'un commun accord dans le Programme Indicatif de Coopération (PIC).

Les expertises et appuis logistiques ont pour objectif de rendre le fonctionnement des Institutions retenues plus efficace pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le cadre de leur mandat.

Il s'agit de la mise à disposition d'experts auprès des Institutions retenues pour des missions de courte, moyenne et longue durée afin de les renforcer et de les appuyer dans la réalisation de leur mandat.

Dans le PIC 2009-2012, une réalimentation supplémentaire de 2.500.000 € a été prévu (1.250.000 en 2009 et 1.250.000 en 2011). Il a également été décidé de concentrer à partir de 2009 des expertises en appui aux 2 secteurs prioritaires, notamment :

- Le développement rural et la sécurité alimentaire ;
- La décentralisation et la déconcentration.

## Objectifs

### Objectif Global

Renforcement des capacités de l'Etat malien relevant de l'un des secteurs ou thèmes prioritaires de la coopération au développement belge

### Objectif Spécifique

Rendre le fonctionnement des Institutions retenues plus efficace pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le cadre de leur mandat

## Finance

Budget Régie	2.350.000 €
Budget Cogestion	

<b>Budget Total</b>	<b>2.350.000 €</b>
---------------------	--------------------

## 2 SITUATION ACTUELLE EN BREF (1 PAGE)

En 2008, le fonds d'expertise a financé les expertises suivantes :

- Appui au programme d'appui au développement socio-sanitaire (PADSS) ;
- Appui à la cellule de planification et de statistique (CPS) du Ministère de l'agriculture et le développement rural ;
- Appui à la cellule de planification et de statistique (CPS) du Ministère de la santé ;
- Etude de faisabilité du parc éolien à Tombouctou ;
- Formulation de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso.

Il y a également encore eu un paiement pour de matériel de fonctionnement pour le CNESOLER dans le cadre de l'expertise en appui du programme d'étude du gisement éolien de Tombouctou réalisé en 2006 et 2007.

## 3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

### 3.1 Aperçu des activités

#### *A. Assistance Technique pour l'appui au programme d'appui au développement socio-sanitaire (PADSS Mopti)*

##### **A.1 RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE**

Objectif général : Assurer l'appui en expertise et en logistique au PADSS

Objectifs spécifiques : Assurer le suivi technique de l'Approche Sectorielle Santé et du PADSS en respect des décisions prises par le Comité Tripartite et en concertation avec les services des Ministères concernés

Résultats attendus :

- L'amélioration de l'état sanitaire des populations de Mopti
- La construction de l'hôpital régional de Mopti
- L'amélioration et le renforcement des capacités du personnel socio-sanitaire
- L'implication des collectivités locales dans la gestion décentralisée
- L'amélioration des conditions d'accès aux soins de base

##### **A.2 RESULTATS OBTENUS**

###### **Description sommaire**

Dans le cadre de l'appui de la coopération franco-belge aux Ministères de la Santé et du Développement Social de la Solidarité et des Personnes Agées, un Programme d'Appui au Développement Socio-Sanitaire (PADSS) en 5<sup>ième</sup> région a été initié en vue de renforcer le PRODESS (Programme de Développement Sanitaire et Social) dans la région de Mopti. Il s'agit de façon spécifique de la construction et l'équipement de l'hôpital régional de Sévaré (y compris les logements d'astreinte), du centre de santé de référence de Youwarou, de la construction de l'écoles des infirmiers, de dix centres de santé communautaires (CSCOM), des activités d'assistance conseil, de suivi évaluation financière et programmatique, de la recherche action et de la communication, et un financement des plans opérationnels des structures du niveau régional.

A cette fin, l'Agence Française de Développement (AFD) et la Coopération belge apportent un concours d'un montant total de seize millions d'euros (16.000.000 €) destiné au financement du PADSS, dont les objectifs spécifiques, conformes aux orientations du PRODESS, visent à (i) améliorer la qualité des prestations de soins et renforcer la couverture sanitaire de la population, (ii) disposer de personnel paramédical diplômé, (iii) favoriser l'utilisation des services de santé et (iv) préciser et mettre en application les responsabilités des différents intervenants du système sanitaire (collectivités territoriales, populations, responsables sanitaires) en renforçant les capacités des acteurs.

Conçu pour s'inscrire dans les priorités stratégiques du Mali, le PADSS dispose d'une instance de pilotage mixte (Mali niveau national et régional - Partenaires) dénommé « Comité Tripartite ». Il s'agit d'un programme innovant par son approche qui peut se définir comme une aide sectorielle régionale, permettant à la fois de respecter les procédures et les autorités nationales tout en conservant un appui dans la qualité et le suivi des opérations financées. Enfin, il offre la possibilité de traiter de façon systémique l'ensemble des problématiques de santé à



l'échelle d'une région, du poste de santé éloigné, jusqu'à la mise en œuvre d'un nouvel hôpital. Au niveau régional, une équipe d'appui conseil a été placée au niveau de la Direction Régionale de la Santé depuis mars 2006 et jusqu'à avril 2010. Elle est composée d'un expert international coordonnateur de l'équipe, d'un médecin de santé publique et d'un expert en mobilisation sociale.

Cette approche implique des responsabilités partagées au niveau de l'atteinte des résultats entre le gouvernement du Mali et ses partenaires. Elle donne davantage de responsabilités au gouvernement bénéficiaire dans la coordination des interventions des partenaires et dans la mise en œuvre des activités, ce qui facilite l'appropriation de la démarche. D'une part, elle exige que le Ministère de la Santé assure la coordination des interventions des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et qu'il assume la mise en œuvre des activités du PRODESS. Cependant, elle n'enlève rien aux responsabilités de la Belgique et de la France qui sont toujours redevables devant leurs contribuables des résultats obtenus et d'une utilisation rationnelle des financements. L'assistance technique sera responsable de fournir dans l'exécution du PADSS de Mopti les appuis et conseils requis.

L'appui belge en expertise au PADSS est composé de :

- un expert technique international : l'expert international appuie la Coopération belge dans l'ensemble des activités liées à la facilitation de la mise en œuvre de l'appui au Programme d'Appui au Développement Sanitaire et Social dans la 5ème Région ;
- un expert technique malien : l'Expert Malien appuie le Ministère de la Santé à coordonner la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement Sanitaire et Social dans la 5ème Région.

Ces deux experts interviennent actuellement dans le suivi du Programme. La fin de l'expertise en cours est prévue pour la fin du mois de juin 2009 pour l'expert technique international et pour la fin du mois d'avril 2010 pour l'expert technique malien.

### **Les acquis et les enjeux du PADSS**

#### *1) Au niveau central*

A la fin de l'année 2008, les acquis permettent de considérer les résultats suivants :

L'agence d'exécution chargée de l'organisation des travaux de construction de l'Hôpital (**maîtrise d'œuvre déléguée**) est recrutée depuis mi-2007. Le marché a été attribué à l'AGETIER. **Le calendrier de construction est connu, avec une pression politique importante pour que la construction de l'Hôpital soit achevée au 22 septembre 2009**, pour le cinquantenaire de l'Indépendance de la République du Mali. La question de la limite de l'enveloppe financière a été posée et les parties ont convenu qu'il faudrait maîtriser le coût du programme, en priorisant la construction de l'Hôpital. L'enjeu technique est désormais celui du suivi de l'avancement du calendrier et de la régularité du processus. L'AGETIER a déjà procédé à l'attribution de deux marchés majeurs :

- la maîtrise d'œuvre de la construction de l'hôpital, du centre de santé de référence de Youwarou et de l'Ecole Nationale de Formation des Sciences de la Santé pour un montant de 588 355 040 FCFA, soit 896 942 € qui a été attribué à un groupement tuniso-malien.
- le bureau de contrôle technique pour un montant de 32 566 250 FCFA, soit 49 647 euros.

**Un architecte indépendant** intervient également sur le programme et appuie le maître d'ouvrage dans les processus d'attribution des marchés et de validation des plans. Il est financé sur le programme.

Parallèlement au programme de construction, il convient de s'assurer que les équipes médicales et administratives de l'Hôpital actuel vont progressivement renforcer leurs compétences et

moderniser leur fonctionnement pour faire fonctionner le futur établissement, ce qui fait l'objet d'un plan d'accompagnement pour mener à terme **le projet d'établissement**. A ce titre, un gestionnaire hospitalier intervient sur l'hôpital.

**Des actions de communication** sont également réalisées par le CНИЕCS (Centre National d'Information et d'Education de Communication pour la Santé) et à travers un partenariat entre l'Ecole Nationale des Arts Décoratifs de Paris et le Conservatoire National des Arts et du Multimédia de Bamako.

Un marché relatif à la mise en œuvre du volet **recherche action** a été lancé et est en cours d'attribution.

**Des audits semestriels** sont réalisés et aucune anomalie majeure n'a été relevée. Le contrat de l'auditeur en cours (SEC DIARRA) s'est achevé fin 2008 et un appel d'offres pour un nouvel auditeur a été lancé.

**L'évaluation à mi-parcours**, attribuée au Bureau d'études HERA, est en cours de signature.

Au total sur la composante centrale, ce sont près de **1,2 milliards de FCFA** qui ont été versés, soit presque 1,8 million d'euros.

## 2) Au niveau régional

La Direction Régionale de la Santé bénéficie de financements très significatifs : entre octobre 2005 et jusqu'à mi 2008, c'est au total près de **790 millions de FCFA** qui ont été versés (plus de 1,2 millions d'€) notamment sur la composante santé et les audits n'ont pas relevé d'anomalie majeure dans l'exécution des activités.

Concernant les activités financées au niveau régional, le programme a sensiblement progressé dans la qualité de leur choix (**mission d'appui à la programmation pour les Plans Opérationnels 2009**), à cet effet une expertise ponctuelle court terme en vue de la préparation de l'exercice 2009 a été réalisée pendant les mois de janvier et février 2008.

Concernant la **contractualisation / l'installation des médecins dans les CSCOM**, une convention de partenariat a été signée entre Santé Sud et la Direction Régionale de la Santé et est en cours d'exécution. Cinq médecins ont été installés en 2008 et une dizaine devront être installés dans le courant 2009.

Concernant la **construction / réhabilitation des CSCOMs**, une première phase de 5 CSCOM est en cours de réalisation sur les 10 prévus. Le marché est exécuté par le biais d'une agence d'exécution (AGETIPE) dont le contrat a été signé en décembre 2008.

Le contrat **d'Assistance Conseil** (SOFRECO) a été revu par le biais d'un avenant (sans incidence financière) pour en reformater le contenu : il a été décidé en Comité Tripartite de découpler le poste de coordonnateur en un poste de coordonnateur et un poste de gestionnaire hospitalier. Le nouveau coordonnateur est arrivé courant janvier 2008. La fin de l'intervention SOFRECO est prévu en mars/ avril 2010 pour l'équipe (hors AT hospitalier pour lequel les ressources permettent un financement jusqu'en octobre 2010 du fait de son arrivée tardive).

Le renforcement des capacités des acteurs n'est pas en reste avec notamment la réalisation d'une **analyse des besoins de formation** réalisée en 2008 qui définit les besoins pour la région tant pour les acteurs de la composante santé que pour la composante développement social.

Des progrès doivent être faits pour pallier les difficultés dans la mise en œuvre de la **composante sociale** du programme (mutuelles, prise en charge des indigents...), conjuguée au fait que l'assistance conseil résidente reste fort démunie pour assurer un véritable appui sur cette composante. Un contrat avec un opérateur spécialisé en mutuelles est prévu dans les conventions et est en cours d'approbation.

## ***B. Assistance Technique à la cellule de planification et de statistique (CPS) du secteur du développement rural***

### **B.1 RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE**

L'intervention de l'assistance technique à la Cellule de Planification et de Statistiques du Ministère de l'Agriculture répond à une demande du Ministère adressée au « Programme d'Appui en Expertise à l'Etat Malien (PAEX) » (MLI0401511) mis en œuvre par la Coopération Technique Belge (CTB).

La période d'intervention de l'Assistance Technique avait été définie pour une période initiale de 18 mois, du 20 août 2006 au 20 février 2008. Une prolongation à été sollicitée et obtenue pour une période additionnelle de 16 mois, soit jusqu'au 20 juin 2009.

L'objectif général de cette prolongation est de contribuer à l'atteinte d'un certain nombre de missions et de résultats définis dans le Plan Triennal d'Activités (PTA) de la CPS 2008-2010. Plus spécifiquement, les termes de référence de l'assistance technique concernent les missions suivantes de l'Unité Programmation Suivi Evaluation (UPSE) :

*Mission B1 : Appuyer l'identification, la préparation, le suivi et l'évaluation des Projets/Programmes (P/P) du secteur :*

- Résultat B.1.1. Un système harmonisé d'identification et de préparation des P/P est élaboré et est opérationnel.
- Résultat B.1.2. Le système harmonisé issu du Guide de Suivi Evaluation actualisé est opérationnel à travers le monitoring des P/P (MENOR).
- Résultat B.1.3. L'appréciation de l'impact des P/P est améliorée.
- Résultat B.1.4. La CPS/SDR est un partenaire privilégié des PTF en matière de suivi évaluation des P/P et d'accompagnement des missions de suivi évaluation internationales.

*Mission B2 : Participer à la préparation technique et administrative des négociations des accords et conventions de financement des projets/programmes du secteur :*

- Résultat B.2.1. La qualité de formulation des P/P du secteur est améliorée.
- Résultat B.2.2. Les négociations des accords et conventions de financements des P/P prennent mieux en compte les réalités du secteur.

*Mission B5 : Elaborer un rapport annuel d'exécution des programmes/projets du secteur :*

- Résultat B.5.1. La revue annuelle des P/P du secteur est réalisée et le répertoire annuel des P/P du SDR est actualisé et diffusé.

De plus, il a également été convenu que les activités de l'AT devaient porter sur :

- l'appui à l'organisation d'atelier de formation et de perfectionnement sur le répertoire et le guide de suivi évaluation actualisé ;
- l'opérationnalisation et l'appropriation de la base de données sur les projets et programme du secteur développement rural ;
- l'élaboration de rapports semestriels et annuels d'activités.

## **B.2 RESULTAT OBTENUS**

Toutes les activités réalisées par l'assistant technique s'inscrivent dans le Plan Triennal d'Activités de la Cellule de Planification et de Statistique et correspondent à une action de renforcement des capacités des cadres nationaux.

Cette logique d'intervention a permis à la structure d'améliorer considérablement la qualité de ses missions de service public et, plus spécifiquement, d'obtenir les résultats suivants:

### ***Mission B.1. La validation du dispositif national de Suivi Evaluation***

La CPS avait élaboré en 2003 un Guide de Suivi Evaluation. Suite à de nombreuses activités mises en œuvre par l'Unité Programmation Suivi Evaluation, *l'opérationnalisation de ce guide* s'est traduite par la conception d'un dispositif basé sur trois approches complémentaires :

- (i) Le *suivi ponctuel et systématique* de l'ensemble des projets, exécuté en début de chaque année à travers la Revue annuelle des Projets et Programmes (P/P).
- (ii) L'*évaluation continue* d'un échantillon de P/P, exécutée tout au long de l'année à travers le Monitoring Externe National Orienté vers les Résultats (MENOR).
- (iii) Les *autres évaluations ponctuelles* (évaluations d'impact, missions d'accompagnement des PTF, conventions avec certains projets ou structures) réalisées en cours d'année à la demande des partenaires concernés.

Ces trois approches utilisent des outils spécifiques et doivent conduire à l'élaboration des **produits** suivants :

1. le répertoire des P/P du SDR,
2. les trois rapports de la revue annuelle (MA, MEP et CSA),
3. les rapports MENOR, compilés dans le recueil annuel d'évaluation,
4. divers rapports d'évaluations ponctuelles.

Tous ces documents ainsi que l'ensemble des documents de base des projets (accords de prêt, conventions de financement, rapports d'évaluation, rapports d'activités etc.) sont systématiquement numérisés et stockés dans la base de données des Projets/Programmes (voir B.5. Construction de la banque de données).

C'est donc l'ensemble de ces trois approches complémentaires et la capitalisation des informations produites qui donnent toute sa cohérence à ce dispositif de Suivi Evaluation Externe des Projets et Programmes du SDR.

Ce dispositif a été expérimenté sur le terrain en 2007 et en 2008 et a déjà permis de publier de nombreux documents de référence. Parallèlement, cette démarche a permis de chiffrer, de manière précise et réaliste, les besoins de financement pour les deux prochaines années.

L'organisation d'un atelier national le 6 mai 2008 a permis de présenter et de **valider le dispositif** de Suivi Evaluation. En effet, la CPS/SDR a procédé à une large diffusion des évolutions réalisées au cours des années 2007-2008 et a abouti, après intégration des différentes contributions, à la validation officielle du dispositif de SE externe des projets et programmes du secteur du développement rural.

*A ce jour, la CPS/SDR est une structure disposant d'un dispositif de Suivi Evaluation des Projets et Programmes, externe, opérationnel et performant.*

### **Mission B.2. L'exécution de la 8<sup>ième</sup> Revue des Projets/Programmes**

L'exécution des missions de terrain pour la 8<sup>ième</sup> revue des P/P du SDR avait pour objectifs :

- Suivre l'exécution technique et financière des projets et programmes.
- S'assurer de la qualité des biens et services produits.
- S'assurer de la bonne gestion des projets.
- Analyser avec les bénéficiaires les effets des différentes interventions.
- Faire les recommandations aux Ministères et aux gestionnaires pour améliorer l'exécution des projets et programmes.

Tous les résultats attendus de cette mission de suivi ont été atteints ; à savoir :

- Les Ministères ont été informés de l'état d'avancement des projets et programmes, du niveau de décaissement, et des difficultés rencontrées.
- Les Ministères ont été associés à temps dans la recherche de solutions aux facteurs de blocages pouvant entraîner des retards dans la mise en œuvre.
- La liste exhaustive des Projets et Programmes du Secteur du Développement Rural a été établie et diffusée sous forme d'un Répertoire des P/P.

Les missions ont été exécutées, sur budget PAEX, par les cadres de la CPS et des DAF des Ministères de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ainsi que du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Cinq équipes de trois cadres ont été constituées pour la réalisation des missions, soit une équipe pour deux régions. Les 31 projets du District de Bamako ont été suivis par une équipe spécifique composée par trois cadres de la CPS (UPSE, UPA et US).

Chaque équipe a mis en moyenne quinze jours pour couvrir ses régions. Le kilométrage parcouru a été de plus de 15 000 km.

Des informations utiles ont été également collectées en vue de la publication du répertoire 2008 des P/P du SDR (voir point suivant).

*Les résultats obtenus ont été validés lors des ateliers organisés par les DAF des services concernés. Les trois **Rapports finaux de la 8<sup>ième</sup> Revue des Projets et Programmes du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de l'Elevage et de la Pêche et du Commissariat à la Sécurité Alimentaire** ont donné satisfaction aux services concernés.*

### **Mission B.3. La conception et la diffusion du Répertoire 2008**

Un premier Répertoire avait été conçu par la Cellule de Planification et de Statistiques (CPS) en 2002. Il visait à décrire la situation des Projets et Programmes et offrir aux acteurs du développement rural des éléments d'appréciation et d'orientation.

Le Répertoire 2008, qui s'inscrit dans cette continuité, est un des produits issus du Dispositif National de Suivi Evaluation Externe mis en place par la CPS depuis 2007 et validé en mai 2008.

Il apporte de nouveaux éléments introduits par la mise en œuvre progressive de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Ainsi des informations concernant les modalités d'appui (projet, programme, appui budgétaire ciblé), les procédures utilisées pour le financement international ou encore le type d'unité de gestion de projet ont été intégrées dans les fiches descriptives.

Dans le contexte actuel du passage à l'approche sectorielle, la CPS a pour mission de fournir régulièrement aux Structures concernées et aux partenaires techniques et financiers une description globale du portefeuille en cours d'exécution sur le territoire national. Le Répertoire veut donc être un outil exhaustif, préparatoire à l'introduction d'une approche programme pour le développement rural, permettant d'élaborer une stratégie sectorielle à long terme.

Sur le plan méthodologique, toutes les informations ont été recueillies directement auprès des projets lors de visites de terrain effectuées en janvier 2008 mais également en exploitant les documents de projet contenus dans la base de données sectorielle, forte de plus de 1 600 références.

Un atelier de présentation a été organisé en présence des autorités maliennes et de l'attaché de coopération de l'ambassade de Belgique.

*Le répertoire 2008 a été publié à 1000 exemplaires et a été largement diffusé à travers tout le territoire national. Bien qu'encore perfectible, le document a été unanimement apprécié tant par la partie nationale que par les partenaires techniques et financiers.*

#### **Mission B.4. L'évaluation continue des Projets**

Un examen des forces et faiblesses de l'exercice 2007, interne à l'Unité Programmation Suivi Evaluation, a conduit à une évolution du système de notation des différents critères d'évaluation (pertinence-efficacité-efficacité-effets-viabilité). Cette version a été consuelement adoptée et le système MENOR a repris ses activités sur financement du PAREC avec l'exécution des missions de terrains.

De mai à décembre 2008, l'évaluation a porté sur les onze projets suivants :

1. *Projet de Développement Rural Intégré de Kita (PDRIK) du 18 au 25 mai 2008*
2. *Programme d'Appui au Développement durable de Yélimané du 19 au 26 mai 2008*
3. *Projet de Développement Agricole de la Vallée du Fleuve Niger (PDAVFN/BID/ON) du 27 mai au 1er juin 2008*
4. *Projet de réhabilitation du périmètre hydro-agricole de Ké-Macina II, du 14 au 19 juillet*
5. *Projet Aménagement hydro agricole M'Béwani Bloc D (Zone Office du Niger), du 14 au 19 juillet*
6. *Projet d'Appui au Développement Rural des Plaines de Daye, Hamadja et Korioumé (PADR-PDHK) du 4 au 12 octobre 2008*
7. *Projet de Développement Agricole Intégré de la Plaine de Saouné (PDAIS) du 4 au 12 octobre 2008*
8. *Projet d'Intensification du Périmètre Irrigué de Baguinéda (PIB) du 3 au 10 novembre*
9. *Projet Régional d'Amélioration de la Qualité des Cuirs et Peaux, du 24 au 30 novembre*
10. *Programme National de Petits Barrages et Bas-Fonds (PNBBF) du 24 au 30 novembre*
11. *Projet de diffusion du riz Nérica, du 1<sup>er</sup> au 8 décembre 2008.*

Les onze rapports produits furent de bonne qualité et transmis régulièrement aux services concernés. La compilation de ces onze rapports constitue le **Recueil d'évaluation 2008** des Projets et Programmes du Secteur du Développement Rural.

Par ailleurs, conformément à une recommandation de la 8<sup>ième</sup> revue des P/P du SDR, la collaboration avec la CPS du secteur de l'Environnement, de l'Eau, de l'Urbanisme et des domaines de l'Etat (CPS/SEEUDE) s'est concrétisée par l'appui à l'exécution de deux missions MENOR sur les deux projets suivants :



1. *Programme Environnemental d'Appui à la Lutte Contre la Désertification dans une perspective de développement (PEALCD) du 4 au 13 octobre 2008.*
2. *Projet de Développement Rural Intégré dans les Régions de Mopti et Tombouctou (PDRI) du 4 au 13 octobre 2008.*

Le système a donc permis d'évaluer 13 projets/programmes en 2008 et 21 projets en 2007 soit un total de 34 missions d'évaluation. L'impact des rapports d'évaluation sur la conduite des projets a été significatif dans plus des deux tiers des cas. Le MENOR reste cependant un outil évolutif et certains aspects devront encore être améliorés, notamment en ce qui concerne :

- la transmission et la publicité des rapports (gouvernorats, DNP, Dette publique, coopération internationale, collectivités territoriales, autres)
- l'exercice du droit de réponse des projets, qui doit être développé et encouragé.
- l'opportunité pour les directions nationales de se concentrer sur la supervision de leurs projets et le suivi de l'état d'exécution des recommandations, sur financement des lignes budgétaires « suivi externe » des P/P.

*Le MENOR, outil national conçu à la CPS/SDR, se positionne aujourd'hui comme le système de référence pour l'évaluation externe indépendante des performances des Projets et Programmes au Mali.*

### **Mission B.5. L'opérationnalisation de la base de données**

La CPS/SDR a créé une banque de données documentaires des projets et programmes. A cet effet, un premier index bibliographique sur la Banque de données Projets a été produit en Avril 2008. Ce premier *catalogue* de plus de 200 pages est extrait de la base de données PPDOC installée sur le logiciel WINISIS développé par l'UNESCO, il comprend deux parties principales :

#### **1. Les Références Bibliographiques :**

Elles sont au nombre de mille cinq cent quatre vingt dix neuf (1599) et sont classées dans un ordre séquentiel.

La décomposition de cette référence bibliographique est la suivante :

- (i) numéro de référence dans la base de données;
- (ii) numéro du projet RNP ;
- (iii) Intitulé du projet ;
- (iv) Tous les autres renseignements et documents produits dans le cadre du projet (type de document, titre du document, date, objectif du projet, coût total du projets, bailleurs, date de démarrage, durée du projet, localisation, type de financement et la tutelle du projet).

#### **2. Les index**

Ils sont au nombre de trois :

- (i) index des projets du Ministère de l'Agriculture
- (ii) index des projets du Ministère de l'Elevage et de la Pêche
- (iii) index des projets du Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Il s'agit d'un ensemble de données ayant servi à décrire le contenu d'un projet. Classés dans un ordre alphabétique, elles permettent ici de retrouver les références d'un document par son sujet principal. Ces données projets sont aussi suivies de numéros de documents dont les références figurent dans le présent numéro.

En règle générale, tous les numéros figurant dans les index renvoient à une ou plusieurs références contenues dans la première partie du présent numéro de l'index bibliographique.

Par ailleurs, un chargé de programme de la CPS a été formé à l'utilisation du logiciel Winisis et du matériel complémentaire a été acquis. La mise à jour, la production et la diffusion du catalogue PPDOC: se fera semestriellement ou annuellement selon l'abondance de la collecte documentaire.

La prochaine étape est maintenant d'en permettre une plus large accessibilité en cohérence avec le Centre de Documentation et de Communication de la CPS.

*La banque de données des P/P de la CPS/SDR est aujourd'hui opérationnelle avec plus de 30 000 pages de documents 2 500 photographies des réalisations physiques des projets visités.*

### **Mission B.6. L'appui à l'identification et à la formulation des Projets**

L'Assistant Technique a également apporté son appui à la formulation et à l'identification de projets et études financées par la coopération belge :

- Le **Projet d'Appui au Développement des Activités Maraîchères Périurbaines de Samanko (PADAP)**. Dans le cadre de la finalisation de la formulation, l'assistant technique a proposé l'introduction du système d'irrigation par « goutte à goutte », la restriction de la zone à aménager de 100 à 40 ha et la confirmation du choix de l'énergie solaire couplée à l'alimentation secteur. Ces options ont été retenues et la finalisation du dossier a pu être effectuée par le siège de la CTB. Il est également à souligner l'engagement très positif de la CPS lors de l'arbitrage de juillet, sans laquelle l'affectation de 130 millions de Fcfa sur le BSI intérieur n'aurait jamais été obtenue.
- Le **Projet de Développement de l'élevage par la sélection, la conservation et la multiplication du zébu Maure dans le Cercle de Nara (PRODEZEM-NARA)**. Une demande d'appui pour l'identification de ce projet a été adressée par le MEP à la CPS/SDR. L'objectif était de rédiger un document d'identification définissant une logique d'intervention prenant en compte une estimation chiffrée des différentes composantes et/ou résultats attendus du projet ainsi que de proposer un cadre institutionnel (au niveau local et au niveau central) pour la mise en œuvre de projet. La mission d'identification s'est déroulée au mois de juillet sur fonds PAEX et a donné lieu à la production d'un rapport d'identification à partir duquel la fiche d'identification a été produite et transmise par le MEP à l'ambassade de Belgique. La grande qualité du travail réalisé a été appréciée par toutes les parties concernées.
- Par ailleurs, une requête de financement pour l'élaboration d'une **Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale (SNHP)** a été validée pour un financement sur le PAREC. Compte tenu de la transversalité du sujet, les deux CPS (Secteur Eau Environnement Urbanisme et Domaines de l'Etat & Secteur Développement Rural) se sont associées pour élaborer une proposition de méthodologie. Compte tenu de leurs missions spécifiques, les Directions Centrales et Régionales ainsi que les Projets et Programmes ayant des composantes Aménagement et Hydraulique Pastorales seront aussi associés. Il est proposé de mettre en œuvre cette étude en trois phases successives, pour une durée totale de huit mois. L'équipe de formulation veillera à rester en contact régulier avec les autorités de tutelle et le groupe des partenaires techniques et financiers impliqués dans la problématique de l'hydraulique pastorale.

*Au cours de l'année 2008, la CPS/SDR a notablement renforcé ses capacités à assurer sa mission de coordination et de mise en cohérence des nouvelles actions à concevoir. De nombreux partenaires importants (Banque Africaine de Développement, Banque Mondiale, coopération danoise, coopération néerlandaise en autres) ont également eu recours à la CPS.*



**Mission B.7. La contribution à l'approche sectorielle**

Le Secteur du Développement Rural (SDR) au Mali reste caractérisé par une « approche projet ». Si cette situation traduit la vitalité des investissements publics dans le secteur, cela constitue néanmoins une contrainte aussi bien pour l'Etat que pour les PTF afin d'assurer une gestion optimale et un suivi efficace des actions et des ressources affectées au secteur.

De nombreuses stratégies, politiques sectorielles ou sous sectorielles sont mises en œuvre dans le monde rural. Cette multitude d'interventions se caractérise également par une dispersion des moyens et parfois des duplications. Si le CSCRP constitue un cadre global fixant les orientations politiques et stratégiques pour le secteur rural, la Loi d'Orientation Agricole (LOA) est devenu l'outil opérationnel d'alignement et le cadre général des interventions (Voir article 2 et 4 de la LOA). L'alignement sur les procédures nationales peut se concevoir à court terme car le système de gestion des finances publiques au Mali le permet (plusieurs bailleurs y ont déjà recours).

C'est pour toutes ces raisons et en réponse à une recommandation de la table ronde GRM-PTF, qu'il a été conjointement décidé d'orienter les actions vers une approche sectorielle et éventuellement des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS).

Pour cela, il convient de bâtir **un cadre fédérateur** des investissements dans lequel les contributions de l'Etat et des PTF pourront s'inscrire harmonieusement. Il s'agira donc d'élaborer un **Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA)** débouchant sur un Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) tenant compte des axes prioritaires du secteur, de ses besoins financiers et des missions des départements ministériels du secteur Agricole. A cet effet, le Décret N° 08-610/PM-RM du 9 octobre 2008 a porté sur la création d'un Comité préparatoire de ce Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole.

Le Comité est présidé par le Ministre de l'Agriculture ou son représentant et est composé des représentants des différents départements ministériels, des directions nationales du développement rural et des représentants de la sociétés civile et des producteurs. A ce titre, le champ d'application de ce programme impliquera les domaines de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche, de la Sécurité Alimentaire, de l'environnement, du Commerce, des Collectivités Territoriales, des Finances et des Industries.

Le Secrétariat du Comité est assuré par la CPS du SDR, conformément à sa mission de « coordination de la préparation des plans, programmes et budgets ainsi que d'analyse des politiques et stratégies ».

C'est précisément pour lui permettre d'assumer son rôle d'animation d'une réflexion entre l'ensemble des acteurs publics, professionnels et privés, que l'assistance technique a appuyé la CPS dans la rédaction d'un **Plan de Passage à l'Approche Sectorielle** donnant naissance au Programme National d'Investissement pour le Secteur Agricole (PNISA). Ce plan de passage, diffusé auprès de toutes les structures nationales concernées et de tous les PTF.

*En collaboration avec l'assistance technique danoise à la CPS/SDR, un projet de d'architecture du Programme National Investissement pour le Secteur Agricole a été proposé.*

*Le remplissage de ce cadre fédérateur et plus spécifiquement la définition du contenu et des stratégies de mise en œuvre des sous-programmes devraient constituer les piliers de la Politique Nationale de Développement Agricole du Mali.*

## *C. Assistance Technique pour l'appui au suivi de l'approche sectorielle et de l'appui budgétaire dans le secteur de la santé au Mali*

### **C.1 RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE**

Objectif général :

Améliorer l'efficacité et la qualité des réformes du secteur de la santé au Mali, à travers un appui technique au Secrétariat Permanent du PRODESS pour ce qui concerne l'analyse et la capitalisation des expériences et enjeux de l'approche sectorielle et de l'appui budgétaire.

Objectifs spécifiques :

- Appuyer le secrétariat permanent du Prodess et les directions du Ministère de la santé (MS) dans l'analyse de plusieurs enjeux du secteur, en particulier le système de financement de la santé, l'appui budgétaire et les ressources humaines ;
- Assurer le renforcement des capacités des cadres du secrétariat permanent du Prodess en matière de méthodes d'analyse et de restitution des informations, à travers un travail conjoint de recherche et des formations à leur intention ;
- Coordonner la rédaction d'un ouvrage sur l'expérience malienne d'approche sectorielle santé ;
- Appuyer la CPS et la DAF dans l'organisation du processus de planification du Prodess ;
- Appuyer la CDRH dans la finalisation de la politique de développement des ressources humaines de santé ;
- Participer au dialogue entre les PTF et le MS pour ce qui concerne les enjeux et questions techniques de gestion de l'AS et de l'AB.

Résultats attendus :

- Un programme d'analyses à réaliser par le secrétariat permanent du Prodess et d'autres structures du MS est élaboré ;
- Quatre missions d'un mois sont menées par l'expert international, visant à appuyer le travail des cadres du Secrétariat Permanent du PRODESS en vue du renforcement de leurs capacités en matière de méthodes d'analyse et de restitution des informations ; un travail conjoint est mené avec les cadres nationaux et l'expert international lors de ses missions (recherches communes) et des petites formations sont organisées ;
- Un ouvrage sur l'approche sectorielle Santé au Mali est finalisé ;
- Le processus de planification du PRODESS est allégé en tenant compte des expériences passées ;
- La Politique de Développement des Ressources Humaines de Santé est finalisée avec l'appui de l'expert international, de même que des projets de plans d'action de cette Politique ;
- Un séminaire de restitution de l'expérience accumulée par le projet est réalisé.

### **C.2 RESULTATS OBTENUS**

Résultats obtenus en rapport direct avec les objectifs des termes de référence

*a) Dans le cadre du programme d'analyses élaboré, quatre études spécifiques ont été lancées par le Secrétariat Permanent du PRODESS avec l'appui de consultants ponctuels*

Un programme indicatif d'analyses à réaliser par le Secrétariat Permanent du PRODESS et d'autres structures du MS a été élaboré au début du projet. Quatre d'entre elles ont été lancées sur financement de la CTB :

- 1) Une étude sur les modalités de contractualisation décentralisée, notamment dans le cadre de la motivation des ressources humaines (TdR du 17 juin 2008) ;
- 2) Une étude sur le financement du secteur Santé (TdR et budget révisé du 15 octobre) ;
- 3) Une étude sur l'analyse institutionnelle de la CPS (TdR du 20 octobre) ;
- 4) Une étude sur l'appui à la finalisation du Compact (TdR du 20 octobre).

Ces études n'ont pas pu être finalisées en 2008 vu les retards pris dans l'attribution des marchés, mais le seront en 2009.

*b) Trois missions ponctuelles ont été menées par l'experte internationale*

Ces missions visent à appuyer le travail des cadres du Secrétariat Permanent du PRODESS en vue du renforcement de leurs capacités en matière de méthodes d'analyse et de restitution des informations. Elles ont totalisé 80 jours de travail en 2008 (17 avril-5 mai ; 4 juin-1er juillet ; 17 septembre-22 octobre) sur les 120 prévus dans le contrat. Au cours de ses missions, l'experte internationale a participé au dialogue quotidien entre le MS et les partenaires techniques et financiers (PTF) et a effectué le suivi général de l'approche sectorielle (AS) et de l'appui budgétaire (AB), notamment à travers la participation aux organes du PRODESS, aux réunions des PTF Santé, etc. Elle a également effectué un travail conjoint avec les cadres nationaux du MS (recherches communes) et a organisé des petites formations sur les sujets suivants : (i) les bases théoriques et empiriques de la motivation des ressources humaines ; (ii) les options du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ; (iii) le Partenariat International pour la Santé (IHP) et ses implications.

*c) Un ouvrage sur l'approche sectorielle Santé au Mali a été ébauché*

Cet ouvrage vise à capitaliser l'expérience malienne d'approche sectorielle Santé. Sa finalisation a pris du retard vu les difficultés de mobiliser les contributeurs extérieurs, mais plusieurs chapitres composant l'ossature de l'ouvrage ont été ébauchés en 2008. L'ouvrage, édité sous la direction du Directeur de la CPS, devrait – moyennant réception à temps des chapitres de la part des co-auteurs – comporter les chapitres suivants :

- Introduction
- Chapitre 1 : Historique et dynamique de l'AS Santé au Mali
- Chapitre 2 : Le financement de l'AS Santé
- Chapitre 3 : L'appui budgétaire sectoriel
- Chapitre 4 : Les enjeux liés aux financements spécifiques
- Chapitre 5 : La déconcentration / décentralisation
- Chapitre 6 : Les résultats du PRODESS II
- Chapitre 7 : La question des ressources humaines pour la santé
- Chapitre 8 : Les relations avec le secteur privé
- Chapitre 9 : Une expérience d'appui régional à l'AS (Mopti)
- Conclusion
- 

*d) Le processus de planification du PRODESS est régulièrement révisé*

La CPS revoit chaque année le processus de planification du PRODESS afin de le rendre plus performant. Une attention particulière a été apportée en 2008 à la programmation à moyen terme des activités de renforcement du système de santé.

*e) La Politique Nationale de Développement des Ressources Humaines de Santé (PNDRHS) et le Plan Stratégique National qui l'accompagne ont été finalisés avec l'appui de l'experte internationale*

Vu l'urgence liée à la demande de Monsieur le Ministre de la Santé de finaliser la PNDRHS, le Plan Stratégique National et ses plans d'opérationnalisation (plan de formation, plan de recrutement, plan de motivation, plan de carrière), un gros effort a été fourni par l'équipe de

rédaction – dont faisait partie l’experte internationale – pour finaliser les documents en 2008. Outre des discussions avec les PTF et le cabinet élargi fin juin 2008, un atelier de validation, cofinancé par la CTB, a été organisé du 14 au 17 juillet (voir ci-dessous). La qualité de ces documents a été unanimement saluée et ils devraient servir de base à une importante réforme de la gestion du secteur de la santé.

*f) Un séminaire de validation de la PNDRHS a été réalisé*

Initialement, il était prévu d’organiser un grand séminaire de restitution de l’expérience accumulée à la fin du projet. Cependant, vu l’importance de la question pour le secteur de la santé, il a été choisi de plutôt utiliser ce budget pour cofinancer l’atelier de validation de la PNDRHS et des documents qui l’accompagnent. En outre, un petit atelier technique sur la finalisation du CDMT a été également organisé sur financement de la CTB en juin (voir ci-dessous).

Autres résultats

Outre ces résultats initialement planifiés, une série d’activités ont été menées, qui ont permis d’atteindre les résultats suivants.

*- Un atelier technique pour la finalisation du CDMT a été organisé*

L’atelier a été organisé par l’experte internationale et ses collègues, le 30 juin à l’hôtel Laïco. Il a été financé par la CTB sur le présent projet.

*- Le Mali a bénéficié de l’Initiative du Leadership Ministériel (ILM)*

L’experte internationale a appuyé la CPS pour l’élaboration d’une soumission auprès de l’Initiative du Leadership Ministériel pour la santé dans le monde (financée par des organismes américains), qui a été acceptée.

*- Le Plan Stratégique National pour le Renforcement du Système de Santé (PSN/RSS) a été élaboré*

Une équipe de cadres de la CPS, à laquelle l’experte internationale était associée, a élaboré le PSN/RSS au cours d’un processus participatif.

*- La dynamique d’approche sectorielle santé au Mali a été présentée comme bonne pratique au Forum de Haut Niveau d’Accra (2-4 septembre)*

Outre le poster général présenté par le Mali (à la préparation duquel l’experte internationale et ses collègues de la CPS ont été associés), un poster spécifique a été préparé sur l’expérience malienne d’approche sectorielle santé. Il a été présenté sur le *Market Place* d’Accra.

*- Le Compact/IHP+ du Mali a été élaboré*

Le Mali est un des huit premiers pays en développement à bénéficier du Partenariat International pour la Santé (IHP+) (voir <http://www.internationalhealthpartnership.net>). La CPS Santé a été chargée de préparer le Compact, c’est-à-dire le document contractuel définissant les engagements communs du Mali et de ses partenaires signataires de l’IHP, ainsi que de réviser tous les documents qui le sous-tendent. L’experte internationale a été très impliquée dans cette préparation, notamment à travers l’appui à la rédaction de notes techniques et d’éléments du Compact (texte de base, cadre fiduciaire, cadre commun d’indicateurs, relecture du PRODESS II prolongé, etc.). Une des quatre études cofinancées par la CTB a également servi à étayer la finalisation du Compact. Celui-ci est en instance de finalisation et sera signé incessamment.

## *D. Assistance Technique pour un appui au Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (CNESOLER)*

### **D.1 RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE**

Objectif général :

Le programme porte notamment sur l'étude du gisement éolien de la ville de Tombouctou.

Objectifs spécifiques :

Réaliser une campagne de mesures sur une période d'un an incluant l'installation du matériel, la collecte, l'analyse et le traitement des données brutes.

Résultats attendus :

- a) Connaissance accrue des données relatives au potentiel éolien ;
- b) Elaboration d'une carte des vents de la zone de Tombouctou ;
- c) Mise au point d'une configuration d'un parc éolien sur un site donné ;
- d) Données fiables pour étude de faisabilité du parc éolien ;
- e) Formation des techniciens maliens.

### **D.2 RESULTATS OBTENUS**

Deux études ont été lancées en appui au centre national de l'énergie solaire et des énergies renouvelables. Il s'agit de :

- Etude de gisement de deux nouveaux sites de la région de Tombouctou (contrat de 66.800 €)
- Etude de faisabilité pour un projet de parc éolien à Tombouctou (contrat de 66.970 €)

L'attribution de ces deux marchés a été faite après une consultation suivant la procédure négociée sans publicité. Les marchés ont été attribués fin mars 2008 à l'entreprise 3E sa.

La première mission a été réalisée en juin 2008.

Les deux études sont encore en cours et finiront en 2009.

#### Etude de gisement

Les réalisations :

- Visite du site et installation du matériel et information pratique
- Fourniture du matériel

Une première tranche de 50% du contrat a été payé après la réception du matériel et équipements par CNESOLER.

#### Etude de faisabilité

Les réalisations :

- Evaluation du potentiel éolien et atlas éolien
- Cadrage du projet et investigations relatives au site
- Conception et optimisation du parc éolien
- Etude du raccordement électrique
- Devis estimatif des coûts
- Avantages du projet
- Analyse macro-économique et micro-économique
- Etude du sol

Une première tranche de 70% a été payée après la réception du rapport intermédiaire.

## *E. Assistance Technique pour la formulation de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso*

### **E.1 RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE**

Cette consultation faisait suite à la recommandation du Comité de pilotage du projet ainsi qu'à celle du comité des partenaires spécial du mois d'octobre 2007.

Objectif général :

Mise à la disposition de l'Etat malien des outils indispensables pour l'exploitation et la gestion à terme de la décharge contrôlée de Sikasso.

Objectifs spécifiques :

Définir les orientations stratégiques à mettre en place pour l'intervention des acteurs, la mobilisation des ressources locales et des partenaires ainsi que les outils à prévoir pour une réussite de la phase post-projet.

Résultats attendus :

- Analyser le cadre opérationnel de la mise en place de la décharge contrôlée de la ville de Sikasso en rapport avec les politiques et les stratégies nationales d'assainissement ;
- Analyser les outils et les mécanismes d'exploitation prévus ;
- Analyser en profondeur les capacités de réponse des acteurs et leur organisation dans le cadre de l'assainissement de la ville de Sikasso ;
- Définir le cadre opérationnel et une stratégie adaptée pour l'accompagnement et l'exploitation de la décharge à court, moyen et long terme ;
- Elaborer des termes de référence pour une assistance technique post-projet qui intègre éventuellement un ancrage du projet dans les mécanismes prévus par la décentralisation et les stratégies nationales en matières d'assainissement ;
- Elaborer un budget pour l'accompagnement par la partie malienne de la phase d'exploitation de la décharge ;
- Elaborer un budget pour l'assistance technique ;
- Pour chaque axe défini plus haut, faire des recommandations et des propositions d'actions pour renforcer le degré d'appropriation de la décharge et des activités connexes ;

### **E.2 RESULTATS OBTENUS**

- L'étude a été menée
- La stratégie a été élaborée
- Un rapport final a été élaboré et accepté pour les différentes parties

## 3.2 Analyse de la planification des activités

Aucune planification contraignante n'est de mise dans ce type d'intervention.

## 4 BILAN DES FINANCES

### 4.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

Fonds d'Expertise (PAEX)	Budget prévu	DEPENSES REALISES			TOTAL DEPENSES
		2006	2007	2008	
1. PADSS MOPTI					
Situation actuelle	614 800	125 142	144 176	134 998	404 316
2. Appui CNSOLER					
Situation finale	42 900	28 857	12 655	1 386	42 898
3. Appui DNH					
Situation finale	30 500	30 450			30 450
4. Appui CDS Ministère de l'Agriculture					
Situation actuelle	535 450	56 920	149 303	178 269	384 492
5. Appui CDS Santé					
Situation actuelle	317 400		118 389	68 060	186 449
6. Etude de faisabilité du parc éolien	155 800				
Etude faisabilité : 66 970			0	46 879	46 879
Etude gisement 2 nouveaux sites : 66 800				36 769	36 769
7. Exploitation décharge Sikasso					
Situation actuelle	24 600		0	21 220	21 220
8. Fonctionnement					
Divers		839	10	1 485	2 334
Chauffeur	28 100		1 056	5 380	6 436
Véhicule + entretien	76 600		53 669	4 508	58 177
<b>SUBTOTAL REALISE + PREVU</b>	<b>1 826 150</b>	<b>242 208</b>	<b>479 258</b>	<b>498 954</b>	<b>1 220 420</b>



## Financial Planning of MLI0401511

Fin Plan Version: 2008Q1  
 Budget Version: E04  
 Donor: DGD  
 Currency: EUR

Prepared on: 18/2/2008  
 Prepared by: Bakary DIAKITE  
 Approved on: 18/2/2008  
 Approved by: François niada

### Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2008					2009 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
<b>03 Suivi PADSS MOPTI</b>		614,8	289,3	345,5	33,0	38,0	38,0	44,0	153,0	181,0	11,5	98%	
	01 Expert Technique International	REGIE	448,7	227,1	221,5	24,0	24,0	24,0	30,0	102,0	113,0	6,5	99%
	02 Expert Technique National	REGIE	89,2	17,8	71,4	7,0	7,0	7,0	7,0	28,0	43,0	0,4	100%
	03 Equipement	REGIE	12,2	11,9	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	97%
	04 Fonctionnement	REGIE	64,8	12,6	52,2	2,0	7,0	7,0	7,0	23,0	25,0	4,2	93%
<b>06 Appui Ministère de l'Agriculture</b>		535,5	206,2	329,2	47,0	29,0	0,0	0,0	76,0	0,0	253,2	53%	
	01 Expert Technique International	REGIE	357,0	156,1	201,0	27,0	13,0	0,0	0,0	40,0	0,0	161,0	55%
	02 Equipement	REGIE	52,0	19,9	32,2	3,0	6,0	0,0	0,0	9,0	0,0	23,2	55%
	03 Fonctionnement & divers	REGIE	126,4	30,3	96,1	17,0	10,0	0,0	0,0	27,0	0,0	69,1	45%
<b>07 Approche Sectorielle &amp; Appui</b>		317,4	118,4	199,0	14,0	30,0	21,0	20,0	85,0	111,0	3,0	99%	
	01 Assistant Technique	REGIE	111,4	78,3	33,1	0,0	7,0	8,0	8,0	23,0	10,0	0,1	100%
	02 Personel National (01 Secrétaire	REGIE	21,0	1,8	19,2	2,0	2,0	2,0	0,0	6,0	13,0	0,2	99%
	03 Consultants ponctuels	REGIE	41,2	3,0	38,2	3,0	3,0	3,0	3,0	12,0	26,0	0,2	100%
	04 Équipement bureau	REGIE	25,0	9,4	15,7	5,0	10,0	0,0	0,0	15,0	0,0	0,7	97%
	05 Fonctionnement (fournitures,	REGIE	118,7	25,9	92,8	4,0	8,0	8,0	9,0	29,0	62,0	1,8	98%

Fin Plan Version: 2008Q1  
 Budget Version: E04  
 Donor: DGD  
 Currency: EUR

Prepared on: 18/2/2008  
 Prepared by: Bakary DIAKITE  
 Approved on: 18/2/2008  
 Approved by: François niada

## Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode Budget	TtY-1	Balance	2008					2009 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
<b>08 Appui études de faisabilité parc</b>			155,8	0,0	155,8	3,0	21,0	55,0	54,1	133,1	22,7	0,1	100%
01 Honoraires (experts)	REGIE		71,7	0,0	71,7	0,0	18,0	18,0	18,0	54,0	17,7	0,0	100%
03 Voyages -Missions-Atelier	REGIE		17,1	0,0	17,1	3,0	3,0	3,0	3,0	12,0	5,0	0,1	100%
05 Équipements + Logiciel	REGIE		67,1	0,0	67,1	0,0	0,0	34,0	33,1	67,1	0,0	-0,0	100%
<b>Z UNALLOCATED FUNDS</b>			<b>653,2</b>	<b>55,6</b>	<b>597,6</b>	<b>3,5</b>	<b>6,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>17,0</b>	<b>849,8</b>	<b>-269,2</b>	<b>141%</b>
<b>01 Unallocated Funds</b>			<b>653,2</b>	<b>55,6</b>	<b>597,6</b>	<b>3,5</b>	<b>6,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>17,0</b>	<b>849,8</b>	<b>-269,2</b>	<b>141%</b>
01 Balance for new exp.	REGIE		548,5	0,9	547,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	819,2	-271,5	149%
02 02 Chauffeurs AT	REGIE		28,1	1,1	27,0	1,5	1,5	1,5	1,5	6,0	14,0	7,0	75%
03 Fonctionnement véhicules AT	REGIE		28,6	6,1	20,5	2,0	2,0	2,0	2,0	8,0	16,6	-4,1	115%
04 02 Véhicules 4x4	REGIE		50,0	47,6	2,4	0,0	3,0	0,0	0,0	3,0	0,0	-0,6	101%
	REGIE		2.350,0	721,5	1.628,5	100,5	124,5	117,5	121,6	464,1	1.164,4	0,0	100%
	COGEST												
	<b>TOTAL</b>		<b>2.350,0</b>	<b>721,5</b>	<b>1.628,5</b>	<b>100,5</b>	<b>124,5</b>	<b>117,5</b>	<b>121,6</b>	<b>464,1</b>	<b>1.164,4</b>	<b>0,0</b>	<b>100%</b>

BTC  
CTB

## 4.2 Analyse du planning financier (1 page)

Il ressort du tableau comparatif du planning financier par rapport aux dépenses un taux de réalisation de 107%.

Activités	Budget prévu 2008	Dépenses réalisées 2008
PADSS	153.000 €	134.998 €
CNSOLER	0€	1.386 €
CPS AGR	76.000 €	178.268 €
CPS Santé	85.000 €	68.060 €
Parc éolien	133.100 €	83.648 €
Nouvelle expertise (Décharge Sikasso)	0 €	21.220 €
Fonctionnement	17.000 €	11.373 €
<b>TOTAL</b>	<b>464.100 €</b>	<b>498.954 €</b>

### Explication :

- A une utilisation plus élevée que planifiée par la Cellule de Planification Sectorielle du Ministère de l'Agriculture durant 2008 (demande acceptée pour la continuation de l'expertise de mars 2008 au juin 2009) ;
- A une nouvelle expertise demandée pour la formulation de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso.

## 5 SUIVI DES INDICATEURS (MAX. 3 PAGES)

### 5.1 Objectif spécifique

L'objet de la convention est de financer partout au Mali pour les structures administratives les expertises qui relèvent de l'un des secteurs ou thèmes prioritaires de la coopération au développement au Mali études.

Au regard des activités financées, le projet reste conforme à son objectif de départ. Le suivi des indicateurs s'avère cependant difficile au regard du caractère spécifique des différentes interventions et il y a d'ailleurs pas de cadre logique ni de DTF.

### 5.2 Résultats

Même remarque que pour l'objectif spécifique, il n'existe pas de cadre logique et alors pas d'indicateurs.

En 2008 les résultats (par expertise) suivants sont obtenus :

- Appui au programme d'appui au développement socio-sanitaire (PADSS) ;
- Appui à la cellule de planification et de statistique (CPS) du Ministère de l'agriculture et le développement rural ;
- Appui à la cellule de planification et de statistique (CPS) du Ministère de la santé ;
- Etude de faisabilité du parc éolien à Tombouctou ;
- Formulation de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso.

### 5.3 Évolution des indicateurs (graphique)

NA.

## 6 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

### 6.1 Efficience

L'efficacité est fonction de type d'activités mais est en général difficile à évaluer.

### 6.2 Efficacité

L'efficacité est fonction de type d'activités mais est en général difficile à évaluer. Toutefois, ces financements ont l'avantage de venir en appoint aux ministères ou structures d'état en direct.

### 6.3 Durabilité

La durabilité de l'intervention est fonction de l'activité.

Il est important à signaler que l'objectif et la mise en œuvre du fonds d'expertise est un garant pour la durabilité. Les experts sont directement mis à la disposition des ministères ou structures d'état afin de rendre leur fonctionnement plus efficace et pour permettre de jouer pleinement leur rôle dans le cadre de leur mandat.

## 7 MESURES ET RECOMMANDATIONS (MAX. 2 PAGES)

### 7.1 Synthèse des critères d'appréciation

Sans objet

### 7.2 Recommandations

- Depuis la commission mixte de 5 et 6 juin 2008, des secteurs ciblés sont le développement rural et la sécurité alimentaire ; et la décentralisation et la déconcentration ;
- Refaire une communication auprès des différents acteurs de ces deux secteurs pour l'utilisation de ce fonds d'expertise ;
- Augmentation du budget du fonds à prévoir en 2009 pour un montant de 1.250.000 € comme prévu dans le PIC 2009-2012.

## 8 NOUVEAU PLANNING (ANNEE N+1) (MAX. 4 PAGES)

### 8.1 Planning des activités de l'année 2009

Expertise	Budget 2009	ESTIMATIONS				TOTAL
		Q1	Q2	Q3	Q4	
1. PADSS MOPTI	100 000	40 000	40 000	10 000	10 000	100 000
4. Appui CDS Ministère de l'Agriculture						
Situation actuelle	101 000	45 000	30 000	21 000	5 000	101 000
<i>Demande de prolongation reçue (24 mois AT+ invest)</i>	<i>50 000</i>			<i>25 000</i>	<i>25 000</i>	<i>50 000</i>
5. Appui CDS Santé	119 919	19 000	45 919	25 000	30 000	119 919
6. Etude de faisabilité du parc éolien						
Etude faisabilité : 66 970	26 091	6 000	20 091			26 091
Etude gisement 2 nouveaux sites : 66 800	23 000		23 000			23 000
7. Exploitation décharge Sikasso						
<i>Demande attendue pour 12 mois AT</i>	<i>102 000</i>			<i>64 500</i>	<i>37 500</i>	<i>102 000</i>
8. Fonctionnement						
Divers	0	0	0	0	0	0
Chauffeur	6 000	1 500	1 500	1 500	1 500	6 000
Véhicule + entretien	4 500	1 125	1 125	1 125	1 125	4 500
10. PACLRAL						
<i>Renforcement les dynamiques de développement d'une économie solidaire</i>	<i>190 277</i>		<i>190 277</i>			<i>190 277</i>
<b>SUBTOTAL REALISE + PREVU</b>	<b>722 787</b>	<b>112 625</b>	<b>351 912</b>	<b>148 125</b>	<b>110 125</b>	<b>722 787</b>

## **A. Assistance Technique pour l'appui au programme d'appui au développement socio-sanitaire (PADSS Mopti)**

### **Instance de pilotage et monitoring du PADSS**

- Deux CTP sont prévus : le premier en mars 2009 et le second en octobre.
- Une mission conjointe AFD – CTB est également prévue en juin 2009.
- La question de la prolongation de la convention de financement, qui a été abordée lors de la mission conjointe sera définitivement tranchée au plus tard en juin 2009.

### **Composante centrale :**

- SOFRECO : définition de la stratégie de retrait de l'AC (fin du contrat en avril 2010).
- Fin du contrat de l'expert International en charge suivi du PADSS pour la CTB
- Evaluation à mi parcours : réalisation et restitution de la mission et mise en œuvre des recommandations
- Marché de recherche action : définition d'une solution par le Ministère et discussion / contractualisation / mise en œuvre suite à l'infructuosité.
- Audit Phase 2 : contractualisation et démarrage des activités d'un nouvel auditeur.
- Assistance à la MO : signature d'un avenant et d'un nouveau contrat SCO permettant d'aller jusqu'à la fin des travaux.
- Appui au cabinet : suite à la mission conjointe de décembre 2008, des échanges sur la nature et le montant de l'appui doivent être réalisés entre les trois parties.
- Communication : poursuite des actions de communications telles que définies dans les conventions.

### **Composante centrale – Infrastructures :**

- Construction du site de Sévaré : Finalisation des APD courant du 1<sup>er</sup> trimestre et phase passation du marché prévue de mars à mai 2009, avec un démarrage des travaux fin mai 2009. La pose de la première pierre est prévue début juin 2009. Les travaux doivent durer jusqu'au au mois d'août 2010.
- Construction du site de Youwarou : les APS et APD devraient être validées courant du 1<sup>er</sup> trimestre. Pour la construction, le même délai que le site de Sévaré est prévu.
- Fourniture des équipements : les spécifications techniques sont réalisées. Il reste à évaluer le matériel transférable de l'hôpital, et surtout les équipements qui sont fortement dépendant des APS de l'hôpital mais aussi des arbitrages financiers qui seront effectués. Il restera alors le lancement de l'appel d'offre et l'attribution du marché.

### **Composante Régionale :**

- Construction des CSCOMs : l'année 2009 est quasiment dédiée aux études. Pour accélérer le processus de mise en œuvre, il sera discuté avec la partie régionale de pouvoir rédiger un avenant de 30% (c'est-à-dire le montant maximum prévu par la législation malienne) qui permettra de réaliser rapidement une deuxième vague de réhabilitation. Sur la base de ces 30% (qui représentent 120 millions) une mission conjointe de la DRS, de la CEPRIS et de Santé Sud identifiera les CSCOMs prioritaires pour cette 2<sup>ème</sup> vague de réhabilitation. Comme le programme prévoyait de pouvoir réhabiliter une dizaine de CSCOMs, il s'agira dans un troisième temps d'étudier avec la DRS ses propositions pour poursuivre le processus de réhabilitation avant la fin de la Convention de financement.
- Poursuite de la médicalisation des CSCOMs.
- PO 2009 : décaissement du 1<sup>er</sup> semestre prévu au trimestre 1 et décaissement 2<sup>ème</sup> semestre prévu au trimestre 3.



- PO 2010 : programmation au cours des deux premiers mois – puis validation au CTP puis CROCEP en mars 2009.
- Opérateur mutuelles : contractualisation au cours du 1<sup>er</sup> trimestre.
- Projet d’Etablissement : Validation au cours du 1<sup>er</sup> trimestre.

### **Prolongation de la convention de financement :**

La convention de financement se terminant le 31/12/2009, il est impératif de procéder à une prolongation pour assurer :

- La réalisation des travaux de l’hôpital et des autres constructions sur le site de Sévaré d’une part et du centre de santé de référence de Youwarou d’autre part (qui devraient se terminer au mieux au 3<sup>ème</sup> trimestre 2010) ;
- La réhabilitation et la construction des CSCOMS qui devraient se terminer fin 2011 ;
- Le financement des plans opérationnels de la région en fonction des capacités d’absorption de la région.

### ***B. Assistance Technique à la cellule de planification et de statistique (CPS) du secteur du développement rural***

Les principales perspectives de l’Assistance Technique et de la CPS en 2009 visent à :

- Poursuivre la formation continue des chargés de programmes de la CPS et du réseau de suivi évaluation ;
- Exécuter la 9<sup>ième</sup> Revue des P/P du SDR ;
- Continuer les missions MENOR;
- Poursuivre la recherche de financement pour le dispositif de SE ;
- Publier et diffuser le répertoire 2009 des P/P du SDR ;
- Poursuivre les missions d’identification des projets/programmes ;
- Appuyer la mission de formulation de la Stratégie Nationale pour l’Hydraulique Pastorale (SNHP) ;
- Appuyer le plan de passage à l’approche sectorielle pour le développement Agricole.

Le contrat de l’AT doit normalement se terminer le 20 juin 2009. Une demande de prolongation de 24 mois a été introduite en décembre 2008. Le nombre de jours de congés devant être pris avant le 20 juin est de 17 jours ouvrables.

<i>Mois</i>	<i>Activité</i>
Janvier	Organisation d’un atelier de formation et de perfectionnement sur le dispositif de suivi évaluation. Préparation de la 9 <sup>ième</sup> revue des projets et programmes.
Février	Missions de terrain pour la 9 <sup>ième</sup> revue, tenue des ateliers et rédaction des rapports. Rédaction et actualisation du répertoire 2009.
Mars	Mission d’identification du projet de développement des filières piscicoles dans la région de Sikasso. Finalisation des documents de suivi (revue et répertoire).
Avril	Démarrage des missions MENOR (évaluation de 3 projets). Démarrage des activités de formulation de la SNHP.
Mai	Missions MENOR (évaluation de 3 projets). Appui à la formulation de la SNHP.
Juin	Missions MENOR (évaluation de 3 projets). Participation à la revue sectorielle conjointe. Appui à la formulation de la SNHP.

### ***C. Assistance Technique pour l'appui au suivi de l'approche sectorielle et de l'appui budgétaire dans le secteur de la santé au Mali***

Les principales activités prévues pour 2009 sont les suivantes :

*- Dernières missions d'appui de l'experte internationale*

Afin de mieux répondre aux agendas des travaux en cours, il a été décidé de scinder la dernière (quatrième) mission d'appui en deux missions, à savoir sur la période 4-22 janvier et du 22 mars-13 avril. Ces deux dernières missions totalisent les 40 jours restants sur les 120 initialement prévus.

*- Signature du Compact/IHP+*

Suite à un atelier de validation organisé les 26 et 27 février, les documents sous-tendant le Compact sont en cours de finalisation par l'équipe de la CPS, et le Compact devrait être signé dans le courant du mois d'avril.

*- Finalisation des études*

Les trois études encore en cours seront finalisées dans le premier semestre 2009. L'étude sur la contractualisation et celle sur l'analyse institutionnelle doivent se conclure par un atelier de restitution, qui aura lieu en avril ou mai au plus tard. L'étude sur le financement devrait se prolonger un peu vu qu'elle repose surtout sur l'implication d'une large équipe du MS. Il a été décidé d'organiser un atelier technique pour faire avancer cette étude.

*- Augmentation des capacités du réseau informatique de la CPS*

Une requête en ce sens est en cours de traitement. Les travaux devraient être réalisés en avril.

*- Missions Sud-Nord*

Quatre voyages d'une quinzaine de jours en Europe à effectuer par des cadres de la CPS seront effectués en fonction des opportunités.

*- Finalisation et publication de l'ouvrage de capitalisation*

Les drafts de chapitres de l'ouvrage devraient être finalisés à la fin de la dernière mission de l'experte internationale, soit mi avril, et envoyés à Bruxelles. Le travail de préparation du *layout* et de la maquette commencera alors avec l'équipe communication du siège de la CTB, et l'ouvrage devrait être lancé fin 2009 au cours d'un événement *ad hoc*. Il sera alors diffusé à la fois au Mali, à Bruxelles, auprès des sièges des principales agences de coopération et des représentations de la CTB, etc.

### ***D. Assistance Technique pour un appui au Centre National de l'Energie Solaire et des Energies Renouvelables (CNESOLER)***

Les deux études dans le cadre de cet appui finiront en 2009.

Etude de gisement

- Visite du site et formation théorique
- Suivi de campagne
- Micrositing + rapport final

Etude de faisabilité

- Elaboration du rapport final ;
- organisation de l'atelier final

*E. Assistance Technique pour la formulation de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso*

Après l'élaboration de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso, il est prévu en 2009 :

- l'élaboration des termes de référence pour l'assistant technique internationale ;
- le recrutement de l'assistant technique ;
- l'installation de l'assistant technique ;
- L'opérationnalité de l'assistant technique à partir du deuxième semestre 2009.

## 8.2 Planning financier de l'année 2009

Financial Planning of MLI0401511												
Fin Plan Version: 2009Q1			Prepared on: 18/2/2009									
Budget Version: F01			Prepared by: Bakary DIAKITE									
Donor: DGD			Approved on: 23/2/2009									
Currency: EUR			Approved by: Mohamed KONARE									
Amounts in 1000 EUR					2009					2010	Est. end	Est.
Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	to end	Proj. Bal.	% exec.
<b>A APPUI EN EXPERTISE</b>		1,721,4	1,153,5	587,9	110,0	158,0	81,1	70,8	419,9	279,8	-131,5	108%
03 Suivi PADSS MOPTI		614,8	404,3	210,5	40,0	40,0	10,0	10,8	100,8	15,0	94,7	85%
01 Expert Technique International		REGIE	448,7	330,5	118,2	25,0	25,0	0,0	50,0	0,0	68,2	85%
02 Expert Technique National		REGIE	89,2	36,7	52,5	7,0	7,0	7,0	28,8	10,0	13,7	85%
03 Equipement		REGIE	12,2	12,4	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	102%
04 Fonctionnement		REGIE	64,8	24,8	40,0	8,0	8,0	3,0	22,0	5,0	13,0	80%
06 Appui Ministère de l'Agriculture		535,5	384,5	151,0	45,0	30,0	46,1	30,0	151,1	245,0	-245,1	146%
01 Expert Technique International		REGIE	357,0	286,2	70,9	25,0	25,0	25,0	100,0	245,0	-274,1	177%
02 Equipement		REGIE	52,0	29,0	23,0	0,0	0,0	11,1	16,1	0,0	7,0	87%
03 Fonctionnement & divers		REGIE	126,4	69,3	57,1	20,0	5,0	10,0	35,0	0,0	22,1	83%
07 Approche Sectorielle & Appui		317,4	186,5	130,9	19,0	45,0	25,0	30,0	119,0	0,0	11,9	96%
01 Assistant Technique		REGIE	111,4	99,8	11,8	13,0	10,0	0,0	23,0	0,0	-11,2	110%
02 Personel National (01 Secrétaire		REGIE	21,0	5,5	15,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,5	26%
03 Consultants ponctuels		REGIE	41,2	11,5	29,7	3,0	10,0	10,0	23,0	0,0	6,7	84%
04 Équipement bureau		REGIE	25,0	9,4	15,7	0,0	15,0	0,0	15,0	0,0	0,7	97%
05 Fonctionnement (fournitures,		REGIE	118,7	60,5	58,2	3,0	10,0	15,0	58,0	0,0	0,2	100%

## Financial Planning of MLI0401511

Fin Plan Version: **2009Q1**  
 Budget Version: **F01**  
 Donor: **DGD**  
 Currency: **EUR**

Prepared on: **18/2/2009**  
 Prepared by: **Bakary DIAKITE**  
 Approved on: **23/2/2009**  
 Approved by: **Mohamed KONARE**

<b>08 Appui études de faisabilité parc</b>		155,8	83,7	72,1	6,0	43,0	0,0	0,0	49,0	19,6	3,5	98%
01 Honoraires (experts)	REGIE	71,7	46,9	24,8	0,0	20,0	0,0	0,0	20,0	0,0	4,8	83%
03 Voyages -Missions-Atelier	REGIE	17,1	2,4	14,7	0,0	10,0	0,0	0,0	10,0	0,0	4,7	73%
05 Équipements + Logiciel	REGIE	67,1	34,4	32,7	6,0	13,0	0,0	0,0	19,0	19,6	-5,9	109%
<b>Z UNALLOCATED FUNDS</b>		<b>628,6</b>	<b>66,9</b>	<b>561,6</b>	<b>2,5</b>	<b>192,5</b>	<b>67,0</b>	<b>40,0</b>	<b>302,0</b>	<b>98,5</b>	<b>161,2</b>	<b>74%</b>
<b>01 Unallocated Funds</b>		<b>628,6</b>	<b>66,9</b>	<b>561,6</b>	<b>2,5</b>	<b>192,5</b>	<b>67,0</b>	<b>40,0</b>	<b>302,0</b>	<b>98,5</b>	<b>161,2</b>	<b>74%</b>
01 Balance for new exp.	REGIE	523,9	2,3	521,6	0,0	190,0	64,5	37,5	292,0	75,0	154,6	70%
02 02 Chauffeurs AT	REGIE	28,1	6,4	21,6	1,5	1,5	1,5	1,5	6,0	10,5	5,1	82%
03 Fonctionnement véhicules AT	REGIE	26,6	8,1	18,5	1,0	1,0	1,0	1,0	4,0	13,0	1,6	94%
04 02 Véhicules 4x4	REGIE	50,0	50,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	100%
	REGIE	2.350,0	1.220,4	1.129,6	112,5	350,5	148,1	110,8	721,9	378,1	29,7	99%
	COGEST											
	<b>TOTAL</b>	<b>2.350,0</b>	<b>1.220,4</b>	<b>1.129,6</b>	<b>112,5</b>	<b>350,5</b>	<b>148,1</b>	<b>110,8</b>	<b>721,9</b>	<b>378,1</b>	<b>29,7</b>	<b>99%</b>



**Planning 2009 et les années suivantes incluant les engagements des expertises**

Expertise	Budget prévu	DEPENSES REALISES			ESTIMATIONS DEPENSES			TOTAL DEPENSES
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	
1. PADSS MOPTI	614 800	125 142	144 176	134 818	99 500	15 150		518 786
2. Appui CNSOLER	42 900	28 857	12 655	1 385				42 897
3. Appui DNH	30 500	30 450						30 450
4. Appui CDS Ministère de l'Agriculture	535 450	56 920	149 303	178 269	101 000			485 492
<i>Demande de prolongation reçue (24 mois AT+ invest)</i>	310 000				50 000	160 000	85 000	295 000
5. Appui CDS Santé	317 400		118 400	68 040	120 000			306 440
6. Etude de faisabilité du parc éolien	155 800							
Etude faisabilité : 66 970			0	46 879	26 091			72 970
Etude gisement 2 nouveaux sites : 66 800				33 400	23 000			56 400
7. Exploitation décharge Sikasso	24 600		0	21 220	0			21 220
<i>Demande attendue pour 12 mois AT</i>	175 000				102 000	75 000		177 000
8. Fonctionnement								
Divers	0	839	10	1 485	0	0	0	2 334
Chauffeur	28 100		1 056	5 380	6 000	6 500	3 500	22 436
Véhicule + entretien	76 600		53 700	4 458	4 500	5 000	5 000	72 658
10. PACLRAL( <i>renforcement dynamiques de développement économie solidaire</i> )	190 277				190 277			190 277
<b>SUBTOTAL REALISE + PREVU</b>	<b>2 501 427</b>	<b>242 208</b>	<b>479 300</b>	<b>495 334</b>	<b>722 368</b>	<b>261 650</b>	<b>93 500</b>	<b>2 294 360</b>

## 9 CONCLUSIONS

### 9.1 Activités et Finances

#### *A. Assistance Technique pour l'appui au programme d'appui au développement socio-sanitaire (PADSS Mopti)*

L'année 2006 a été une année installation du programme, l'année 2007 a été l'année de mise en place de réel démarrage des activités avec un travail non seulement sur le contenu, mais aussi sur des modalités d'amélioration des activités en travaillant sur le renforcement des capacités (rédaction systématique de termes de référence et de budget pour chaque activités).

En 2008, les efforts entrepris ont été poursuivis. Cependant comme prévu, l'année 2008 n'a pas été une année avec des volumes de décaissements importants car elle a été une année de passation de marchés (donc d'engagement) et une année de réalisation des études.

Il faudra attendre donc 2009 pour voir une véritable accélération du volume de décaissement qui ne commencera qu'au démarrage des travaux. La composante régionale a planifié pour l'année 2009 un volume d'activités important. Ce sera donc une année de mise en œuvre phare et des défis importants sont à relever au niveau régional. Le principal enjeu pour la région est donc de savoir si les deux directions seront à même d'absorber les fonds programmés.

Au-delà des aspects relatifs aux décaissements, l'AC est dans sa dernière année de prestations, puisque son départ est programmé pour les mois de mars / avril 2010. L'année 2009 devrait être consacrée par l'AC à la réalisation de documents de nature à capitaliser les informations. Un travail devra être fait sur les stratégies initiales du programme et celles qui ont été développées avec les indicateurs relatifs. A ce jour, l'AC a très peu suivi les activités terrain, une grande partie de son temps ayant été employée à l'appui à la micro planification et micro budgétisation par cercle. L'année 2009 sera de ce fait axée sur la capitalisation autour des thématiques.

#### *B. Assistance Technique à la cellule de planification et de statistique (CPS) du secteur du développement rural*

Tout au long de l'année 2008, la CPS/SDR a significativement renforcé ses capacités dans le suivi évaluation externe des projets et programmes. Elle assure également le secrétariat permanent du passage à l'approche sectorielle. Elle a donc déjà considérablement augmenté sa visibilité et sa crédibilité, tant au niveau des institutions nationales du Secteur du Développement Rural qu'au niveau des PTF. De nombreux défis restent cependant à relever, dont, en premier lieu, la pérennisation du financement (intérieur et extérieur) de l'ensemble de ses missions :

- ⇒ Concrétiser les partenariats avec des Partenaires Techniques et Financiers ;
- ⇒ Mettre en œuvre le plan de passage à l'approche sectorielle ;
- ⇒ Coordonner l'élaboration simultanée d'une politique de développement agricole et du programme pluriannuel d'investissement dans le secteur agricole ;
- ⇒ Poursuivre et intensifier les partenariats avec les autres CPS et notamment celles de l'eau/environnement et de l'administration territoriale ;
- ⇒ Intensifier les collaborations avec les Directions techniques centrales et régionales mais également avec la société civile (APCAM, CNOP etc.).

### ***C. Assistance Technique pour l'appui au suivi de l'approche sectorielle et de l'appui budgétaire dans le secteur de la santé au Mali***

En conclusion, le programme d'activités pour 2008 a été rondement mené et a même dépassé les espérances, puisque plusieurs chantiers très importants pour le MS ont été menés à bien : on pense en particulier aux documents de Politique Nationale de Développement des Ressources Humaines pour la Santé et les plans stratégique et opérationnels qui l'accompagnent ; et au Compact/IHP+ et les documents qui le sous-tendent (PNS/RSS, CDMT, matrice commune d'indicateurs, etc.). Ces documents sont, début 2009, en phase de toute dernière retouche avant validation officielle, ayant déjà chacun fait l'objet d'un atelier de validation technique.

Le programme d'activités de 2009 sera dès lors principalement dédié à la validation du Compact et à la finalisation de l'ouvrage de capitalisation. Suite à un arrangement entre toutes les parties, il a été décidé que cet ouvrage serait publié fin 2009 par la CTB (siège), et bénéficierait du nouveau *layout* de présentation développé par la CTB.

Outre l'étude sur l'appui à la finalisation du Compact qui a déjà porté ses fruits, les études cofinancées par la CTB continueront à participer à la réflexion stratégique menée par le Secrétariat Permanent du PRODESS :

- L'étude sur la contractualisation, dont le rapport provisoire a été déposé en février 2009, servira à guider les modalités de contractualisation en développement au MS, notamment dans le cadre de la décentralisation et de la motivation des ressources humaines ;
- L'étude sur l'analyse institutionnelle de la CPS permettra de mieux définir le fonctionnement de cette dernière face à ses récentes augmentations de responsabilités, ainsi qu'à renforcer ses capacités ;
- L'étude sur le financement du secteur Santé est une étude de plus longue haleine car elle mobilise une équipe de cadres du MS et un comité technique de pilotage impliquant plusieurs directeurs ; elle servira à guider l'allocation des dépenses dans le secteur pour les prochains exercices de programmation.

Au total, on peut dire que l'objectif général de l'appui, à savoir « Améliorer l'efficacité et la qualité des réformes du secteur de la Santé au Mali, à travers un appui technique au Secrétariat Permanent du PRODESS pour ce qui concerne l'analyse et la capitalisation des expériences et enjeux de l'approche sectorielle et de l'appui budgétaire », a été atteint.

### ***D. Assistance Technique pour un appui au Centre National de l'Energie Solaire et des Energies Renouvelables (CNESOLER)***

Les études sont encore en cours. En 2008, l'activité principale était le recrutement du bureau, la signature des contrats, le paiement et la livraison du matériel dans le cadre de l'étude de gisement et la réalisation des premières missions.

### ***E. Assistance Technique pour la formulation de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso***

Un rapport final a été élaboré et accepté par les différentes parties sur la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso.



## 9.2 Critères de suivi

### 9.2.1 Efficience

NA

### 9.2.2 Efficacité

NA

### 9.2.3 Durabilité

NA

## 9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations

### 9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

Les plannings d'activités sont préparés et mis en œuvre une fois les nouvelles requêtes sont transmises à la CTB.

### 9.3.2 Recommandations relatives au planning financier

Début 2009, et en tenant compte des engagements liés aux expertises longue durée il reste seulement 50.000 € disponible pour des nouvelles demandes.

Il est nécessaire de réaliser l'augmentation budgétaire de 1.250.000 € comme prévue dans le PIC 2009-2012.

### 9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique

NA

### 9.3.4 Autres recommandations

Rien à signaler

## 10 ANNEXES

### 10.1 Aperçu des marchés publics

<b>Intitulé du marché</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Date signature</b>	<b>Date fin</b>	<b>Montant</b>
Etude de gisement de 2 nouveaux sites de la région de Tombouctou	3E	24/06/2008	31/12/2009	66.800 €
Etude de faisabilité pour un parc éolien à Tombouctou	3E	24/06/2008	15/01/2009	66.970 €
Formulation de la stratégie d'exploitation de la décharge de Sikasso	CIME-sarl	11/06/2008	30/07/2008	21.220 €
Missions ponctuelles d'AT dans le cadre du projet d'appui au suivi de l'approche sectorielle et de l'appui budgétaire dans le secteur de la santé au Mali	Elisabeth Paul	14/04/2008	14/04/2009	55.000 €
Appui à la finalisation du Compact/IHP pour le Ministère de la santé	Génie	23/01/2009	25/02/2009	11.430 €
Etude sur les modalités de contractualisation décentralisée, notamment dans le cadre de la motivation des ressources humaines pour le Ministère de la santé	Cheick Simpara	06/01/2009	12/02/2009	5.000.000 FCFA
Etude sur le financement du Ministère de la santé	Mohamed Toukara	10/12/2008	15/02/2009	6.300.000 FCFA
Analyse institutionnelle et au plan de renforcement de la CPS santé	Daha Ba	22/01/2009	22/03/2009	7.800.000 F